

En 2006, lors de l'élection du président Evo Morales, la Bolivie affichait sa volonté de mettre en œuvre une politique de développement solidaire, inclusive et écologiquement durable, qui tourne le dos au modèle néolibéral et exportateur qui avait prévalu jusque-là. Le gouvernement bolivien déclarait défendre les paysans. Il fera cependant des concessions à l'agriculture industrielle et productiviste. Trois témoins boliviens, Carlos Crespo, Cesar Soto et Alex Flores analysent la situation qui prévaut en 2018.

La Bolivie

face à ses contradictions

■ Cesar Soto, représentant de SOS Faim en Bolivie depuis 1995. Carlos Crespo, professeur à l'Université de Cochabamba et militant actif dans divers mouvements sociaux boliviens. Alex Flores, membre d'Agrecol, une ONG bolivienne partenaire de SOS Faim. ■

La Bolivie ne subit pas en 2018 le sort du Venezuela. L'origine de la grave crise économique que traverse le Venezuela est connue : malgré les politiques de redistribution de l'ancien président Hugo Chávez, la chute du cours du pétrole a été fatale alors que le pays y obtenait 96% de ses devises. « La Bolivie a d'autres ressources. Pour éviter une crise similaire, elle diversifie ses exportations : gaz naturel, argent, zinc, plomb, étain, or, quinoa, soja », explique Alex Flores, membre d'Agrecol, une ONG bolivienne partenaire de SOS Faim. « Ce maintien d'une politique exportatrice a été possible grâce aux alliances réussies avec la Chine, le Brésil et en gardant des relations correctes entre l'État et toutes les couches de la société, des pauvres aux classes aisées, en passant par les classes moyennes... C'est vrai que des scandales de corruption ont été dénoncés, mais Evo Morales dispose d'une base sociale assez large pour continuer sa politique. »

La sécession de l'Est évitée

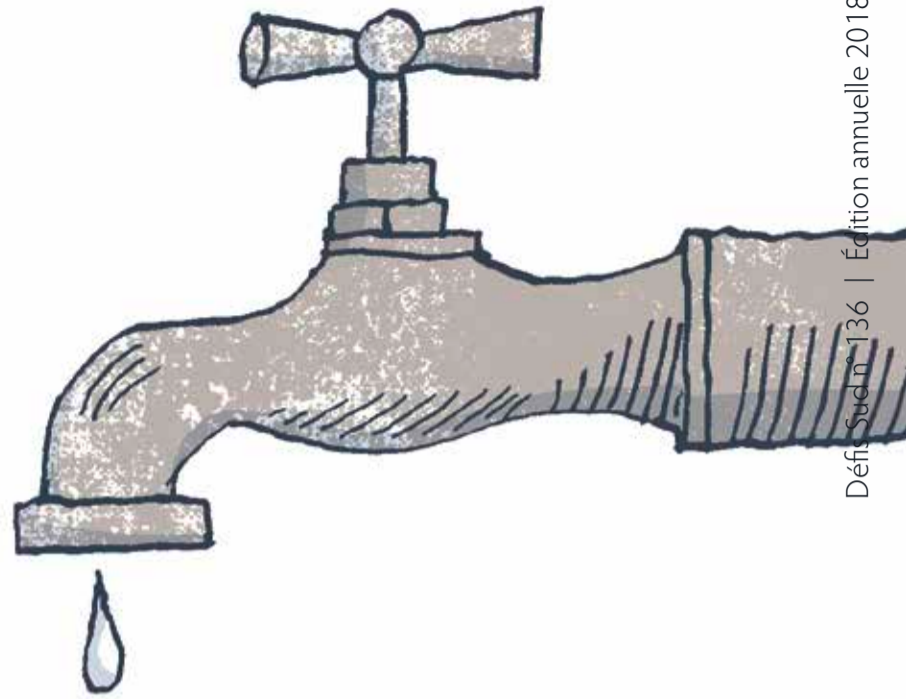
La stabilité du pays se mesure à la température des relations avec le département oriental de Santa-Cruz. En 2005, c'était de

là que partait le mouvement réclamant l'autonomie de l'Est bolivien. La sécession a été évitée « aux prix de quelques compromis qui ressemblent parfois plus à des compromissions », admet Alex Flores. Il est clair que le maintien de la région la plus riche du pays et de ses industries dans le giron de l'État a provoqué quelques incohérences entre la théorie et la pratique, concernant notamment les organismes génétiquement modifiés (OGM) : « Le président est coincé entre un discours défenseur de la nature (Terre-Mère) opposé aux OGM, et une réalité économique, la culture du soja transgénique, bien enracinée à l'est du pays, qui génère d'importants revenus. »

Pour Cesar Soto, représentant de SOS Faim en Bolivie, « il y a un décalage entre ce qui se dit à propos des grands idéaux écologiques et communautaires et ce qui se fait, car toutes les décisions reviennent à l'État qui, plus que d'agir, se soucie surtout de rester aux commandes en ménageant les intérêts de tout le monde. »

Logique industrielle

Le développement rural subit les mêmes travers, même si le gouvernement d'Evo



QUEREMOS
AGUA!





Carlos Crespo.
Illustration © Philippe de Kemmeter

Les petits paysans ont de moins en moins de marge de manœuvre dans leur activité, et les chiffres de l'exode rural sont là pour le rappeler.

Carlos Crespo

Morales est celui qui, jusqu'ici, a le plus inclus les petits producteurs et agriculteurs dans son agenda politique. « Mais à y regarder de près, on s'aperçoit que dans les années 1960-1970, environ 80% des produits consommés venaient de l'agriculture et de l'élevage paysans. Aujourd'hui, on parle de ce même pourcentage pour ce qui vient de l'agro-industrie ou de l'étranger », explique Carlos Crespo, professeur à l'Université de Cochabamba et militant actif dans divers mouvements sociaux boliviens. « Les petits paysans ont de moins en moins de marge de manœuvre dans leur activité, et les chiffres de l'exode rural sont là pour le rappeler. À l'origine de cette situation, on trouve le

pacte conclu entre le gouvernement et les agro-industriels de Santa Cruz, pour des raisons d'alliances politiques notamment, mais aussi parce que les agro-industriels semblent jugés plus aptes à assurer la sécurité alimentaire du pays. Cela laisse bien peu de place aux petits producteurs, qui sont sans cesse soumis à de nouvelles et nombreuses normes. Je pense que ce pari de soutenir l'agro-industrie est une très grosse erreur, qui nous conduit vers une crise à la fois productive et environnementale, en particulier dans ce contexte de changement climatique et de sécheresses plus fréquentes qu'autrefois. On a affaire à une logique industrielle avec sa production massive de soja transgénique, et bientôt de maïs transgénique, au mépris de ce que recommande la nouvelle Constitution bolivienne. »

Réussite conjoncturelle

Ces 12 dernières années, l'économie du pays a bénéficié d'une conjoncture économique favorable liée au cours des matières premières. Le taux de croissance se maintient (4-5 %), ce qui fait de la Bolivie un très bon élève aux yeux du FMI et de la Banque mondiale. « Toutefois, il ne s'agit que d'une réussite conjoncturelle », souligne Cesar Soto. « Même si l'on jouit désormais d'une épargne considérable et d'une certaine solidité macroéconomique, à long terme, c'est insoutenable car le modèle n'a pas changé. Il s'agit toujours d'une économie extractiviste, basée sur le secteur primaire (hydrocarbures et agro-industrie surtout), alors qu'il faudrait lui donner une base beaucoup plus large, avec le développement de produits à valeur ajoutée, à même d'assurer une plus grande stabilité et davantage de créations d'emplois. »

La manière de gouverner a changé, explique Cesar Soto: « À présent le modèle étatique est centralisé. L'État a choisi de continuer à investir dans les secteurs traditionnels, jugés plus rentables, plus aptes à générer des revenus pour le pays. Et le discours communautaire et environnementaliste est devenu une coquille vide. La désertion des campagnes se poursuit, à telle enseigne que le pays n'est même plus vraiment considéré comme un pays rural. Près de trois quarts de la population est désormais urbaine. Il suffit de voir la part du budget national destinée à l'agriculture: 5%, dont la majorité est af-

La crise de l'eau ne tarit pas en Bolivie

Un récent article de recherche publié par l'Agence française de développement s'est intéressé aux soubresauts les plus récents des crises de l'eau en Bolivie.

En 1999, avec l'appui de la Banque mondiale, le gouvernement bolivien de Hugo Banzer avait permis à la société privée Aguas del Tunari d'acquiescer le monopole de la gestion des eaux à Cochabamba, la troisième ville du pays. Cette privatisation avait déclenché la Guerre de l'eau. La révolte des citoyens avait alors contraint le gouvernement de l'époque à retirer les concessions à l'entreprise. En 2005, un mouvement similaire a expulsé la compagnie Agua del Illimani des quartiers de La Paz-El Alto, la partie pauvre de la capitale.

L'histoire aurait pu s'arrêter là, mais lorsqu'en novembre 2016, la distribution d'eau est coupée dans la plupart des quartiers de la zone sud de La Paz, la plus prospère de la ville, c'est la politique hydrique du gouvernement Morales qui est critiquée. Pendant plus d'un mois, des mobilisations se succèdent pour réclamer le rétablissement du service que les mesures d'urgence (citernes, etc.) mises en place par la municipalité puis par le gouvernement ne suffisent pas à résoudre. Avant cette crise, le gouvernement avait déjà rencontré certaines difficultés à implanter une politique tarifaire socialement progressive.

La crise de l'eau à La Paz. De la crise environnementale à la crise technique et politique, Claude Le Guill, AFD Research Paper, juillet 2017.



Illustration © Titom

fectée aux produits d'exportation. Les investissements privilégient les secteurs gaziers, l'extraction minière et l'agro-industrie, tandis que le gros des emplois, à l'échelle nationale, est fourni par le secteur informel, en ce compris celui de la contrebande et du narcotraffic, comme en témoigne l'essor du secteur de la construction, traditionnel recours pour le blanchiment d'argent. »

La contestation neutralisée

Néanmoins, ne vit-on pas mieux en Bolivie aujourd'hui qu'il y a 15 ans ? « C'est exact, répond César Soto, la Bolivie fait même

désormais partie des pays à revenus intermédiaires. Mais si l'on ne consacre pas une partie plus substantielle des richesses au développement des zones rurales, le pays ne sortira pas véritablement de la pauvreté. Il y a une redistribution des richesses au travers des bonos (sortes d'allocations), certes positifs pour alléger la pauvreté. Mais on pourrait beaucoup mieux mettre à profit l'argent disponible, sans parler de la tendance du gouvernement à utiliser les deniers publics pour acheter l'adhésion et l'obéissance des mouvements sociaux. On peut parler d'un certain clientélisme, qui neutralise tout mouvement contestataire. »



Cesar Soto.

Illustration © Philippe de Kemmeter

Il faudrait mener une réflexion portant sur l'élaboration du bien commun, tant en milieu rural qu'urbain.

Cesar Soto

Ce qui frappe, c'est le décalage entre le discours « révolutionnaire » de Morales et les pratiques néolibérales du pays. Selon Cesar Soto, « Evo Morales voue une confiance aveugle au vice-président Álvaro García Linera. Celui-ci taxe même le discours écologique d'impérialisme vert venu de l'étranger, qui veut faire payer les ravages environnementaux qu'il a lui-même causés ». Evo Morales subirait aussi l'influence de son entourage, et serait parfois un peu perdu dans le labyrinthe du pouvoir... « On est certainement en train de manquer une grande opportunité de faire de belles choses », souligne Cesar Soto.

Valoriser la société paysanne et le bien commun

Enfin, au cours de son histoire, l'État bolivien n'a encore jamais vraiment investi dans les campagnes. Cesar Soto pense que « la société paysanne elle-même ne valorise pas assez son propre mode de vie. Cela explique notamment la désertion croissante du milieu, les jeunes lui préférant la ville, plus prometteuse. Sans oublier que les paysans recherchent parfois à réaliser des bénéfices à court terme et ne se sentent pas toujours concernés par les projets de développement à long terme (...) En tous les cas, complète César Soto, le rêve d'une société prémoderne pure et plutôt rurale est loin de correspondre à la société bolivienne dans son ensemble, où près de trois quarts de la population vit en ville. Les intellectuels qui ont rédigé la nouvelle Constitution bolivienne ne connaissant pas la dureté de la vie rurale, idéalisent les communautés andines et paysannes, qui pourtant ne montrent pas toujours un grand souci de l'environnement ni un grand savoir-faire en matière de gestion des ressources et d'administration de leur propre territoire. »

« Il faudrait mener, conclut-il, une réflexion portant sur l'élaboration du bien commun, tant en milieu rural qu'urbain, afin de faire émerger une citoyenneté responsable. D'autant qu'il reste beaucoup à faire dans les villes : chômage, mauvaise gestion, explosion du secteur informel, services de base déficients, notamment au niveau des égouts et de l'approvisionnement en eau potable, etc. »

Le mal nécessaire ?

Pour Alex Flores, le bilan d'Evo Morales est en demi-teinte : « la situation reste critique, mais notre président a au moins réussi à mener une politique de compromis assurant une certaine stabilité économique et sociale dans le pays. » Ce chef d'État d'origine rurale, plus proche des pauvres que ses prédécesseurs, n'en a pas moins dû gérer de nombreux remous sociaux. « Le plus emblématique des conflits, rappelle Alex Flores, est celui du projet routier traversant le Territoire indigène et Parc national Isiboro Sécure (Tipnis), qui couvre plus de 12 000 km² de forêt amazonienne. » Depuis 2011, des milliers d'indigènes se sont opposés au projet. Mais la région est également habitée par les

migrants cultivateurs de coca, originaires des montagnes de l'Altiplano, qui voient donc dans la construction d'une route le moyen d'étendre et de diversifier leurs activités économiques. « Or, Evo Morales est lui-même un ancien leader syndical des producteurs de coca », souligne Alex Flores. Sur le plan politique, il ne peut pas se permettre de perdre sa base électorale. En janvier 2012, le chef de l'État a décidé d'organiser une consultation populaire : 82% des sondés se sont prononcés en faveur de la route. Fort de ce résultat, le gouvernement a fait entreprendre les travaux. Et finalement, en 2017, Evo Morales a promulgué une loi mettant fin à « l'intangibilité » du Tipnis. « Concrètement, explique Alex Flores, cela signifie que le Tipnis perd son caractère de Parc national et que la voie est libre pour terminer les derniers tronçons de la route. Pour de nombreux Boliviens, c'est une imposture d'un gouvernement qui se présente comme le défenseur

cise cependant « que toutes les initiatives économiques des organisations paysannes doivent veiller à rester bien connectées avec les organisations de base communautaires, proches du pouvoir, sinon ça ne peut pas marcher »... Ces organisations communautaires sont politiques, elles constituent la base populaire du pouvoir d'Evo Morales et ne s'occupent pas d'économie. « Mais comme elles sont généralement très associées aux maires et aux municipalités qui lancent les appels d'offres et qui permettent aux organisations paysannes de participer aux marchés publics, il est préférable d'être réaliste et de veiller à la participation des organisations communautaires si l'on veut faire avancer les alternatives positives en Bolivie », conclut Alex Flores.

Carlos Crespo s'inquiète cependant de la fermeture de nombreuses organisations de la société civile qui soutenaient le processus de développement rural. « L'autonomie de celles qui existent encore est limitée, puisque la moindre initiative intéressante en zone rurale doit obligatoirement être réalisée avec la collaboration de l'État » (...) « On ne peut plus le critiquer sans être d'emblée taxé d'ennemi du peuple ou d'agent de l'impérialisme », précise César Soto. « Nombreux sont les syndicats et associations – de mineurs, paysans, petits producteurs – qui s'opposent aux politiques du gouvernement. Mais plutôt que d'affronter cette opposition, les autorités créent d'autres syndicats qui leur seront plus favorables. »

Il y a un décalage entre ce qui se dit à propos des grands idéaux écologiques et communautaires et ce qui se fait.

Cesar Soto

de l'environnement, du bien vivre et des paysans. Ce gouvernement qui se vante de promouvoir les droits de l'environnement et des indigènes, abîme leurs territoires... Depuis lors, certains opposants ne ménagent plus leurs critiques. » Alex Flores tempère pourtant : « D'autres y voient un mal nécessaire pour que la Bolivie s'en sorte et ne connaisse pas le sort tragique du Venezuela. »

Être réaliste

Des actions en phase avec le discours idéologique sont pourtant réalisées. Plusieurs partenariats entre les municipalités et les sociétés civiles locales fonctionnent. Dans la région de Cochabamba, par exemple, l'organisation paysanne Aprae fournit des petits déjeuners biologiques à 46 écoles représentant 3500 élèves. Alex Flores pré-

Toujours en manque d'eau

Alex Flores vit à Cochabamba, une ville importante du centre de la Bolivie. En tant que technicien chez Agrecol, il encadre entre autres les petits producteurs dans leur pratiques agroécologiques plus économes en eau. Mais l'accès reste difficile. En plus des facteurs climatiques, les problèmes de gestion de l'eau sont nombreux. Alex Flores est fier de mentionner qu'il a participé, en 2000, aux combats sociaux que les Boliviens ont appelé la Guerre de l'eau. « Nous nous étions insurgés contre la privatisation de l'eau dans la région de Cochabamba », explique-t-il. « L'eau devenait une marchandise comme les autres, soumise à la volatilité des prix. La révolte populaire a contraint le gouvernement libéral de l'époque à retirer les concessions octroyées à l'entreprise pri-



Alex Flores.

Illustration © Philippe de Kemmeter

Le président est coincé entre un discours défenseur de la nature (Terre-Mère), opposé aux OGM, et une réalité économique, la culture du soja transgénique.

Alex Flores

vée Aguas del Tunari, une filiale de Bechtel. En 2005, un mouvement de protestations a délogé la société privée Agua del Illimani, détenue par le groupe Suez, désirant s'approprier la gestion de l'eau dans les quartiers pauvres de La Paz, la capitale du pays. Aujourd'hui, l'eau est certes reconnue comme un bien commun, mais les coupures sont fréquentes, les usagers sont mécontents et le changement climatique n'arrange rien.»

« On ne peut pas dire que la gestion publique des services de distribution d'eau sous Morales ait permis d'en améliorer la qualité », tranche Carlos Crespo. « Certes, au niveau national, 85 % de la population

dispose désormais d'eau courante. À Cochabamba, le nombre d'heures quotidiennes d'accès à l'eau a diminué. La qualité n'est pas mieux contrôlée. En 2016, La Paz a commencé à rationner l'eau à la suite d'importantes sécheresses. La gestion est désormais très centralisée. Tout est contrôlé par le Ministère de l'environnement. La mise en œuvre de nouveaux projets se fait très lentement. Pour pallier cette situation, le gouvernement a mis en place des programmes « Mi Agua » et « Mi Riego », subventionnés par l'État et contrôlés directement par le chef de l'État... »

« Ces investissements ne répondent à aucune planification mais plutôt à des décisions personnelles du président liées à ses stratégies de communication. Les projets ne bénéficient d'aucun suivi technique, et la qualité des travaux entrepris a été fortement mise en cause. Les entreprises responsables des travaux sont désignées sans appels d'offres (...) Dans le cas de La Paz et d'El Alto, il était plus facile, du temps de la gestion par des sociétés privées, de contrôler le fonctionnement du réseau. En cas de problème, les associations de quartier réclamaient immédiatement auprès de l'entreprise responsable. Les populations, de par leur implication, étaient plus autonomes. Aujourd'hui elles doivent compter exclusivement sur le gouvernement. »

Dans la région de Cochabamba, depuis l'an dernier, un grand barrage installé dans la cordillère approvisionne la ville. Il s'agit d'un investissement massif qui doit fournir 2 000 litres d'eau par seconde. « On n'en est pour le moment qu'à 300 ou 400 litres mais cela devrait augmenter rapidement, ce qui est une vraie nouveauté », reconnaît Carlos Crespo. « Mais il y a peu de changements. Les infrastructures sont toujours aussi vétustes et les tarifs continuent même d'augmenter car ils sont indexés par une taxe gouvernementale sur l'habitation. La corruption n'a pas baissé non plus, d'autant qu'elle touche dorénavant les organisations citoyennes. » III

Propos recueillis par Pierre Coopman et Emmanuel Juste